

dfi analyse

L'espace trinational du Rhin Supérieur – un laboratoire pour l'Europe? – page 1

dfi information

La France sous la présidence de Nicolas Sarkozy et l'évolution de l'Europe : discours de Sylvie Goulard à Ludwigsburg – page 4

Séminaire intensif pour jeunes journalistes français et allemands à Strasbourg – page 5

Election d'Hélène Miard-Delacroix au comité directeur du dfi – page 5

dfi service

Présentation de l'ouvrage « Zeit-Geschichten aus Deutschland, Frankreich, Europa und der Welt » – page 5

Le catalogue de liens du dfi : une mine d'informations – page 6

Nouvelle publication : « La gestion de la politique de l'intégration et de l'égalité des chances au niveau des communes – actes des consultations franco-allemandes de Stuttgart » – page 6

Announcement de la parution prochaine du « Frankreich Jahrbuch 2007 » – page 6

L'espace trinational du Rhin Supérieur – un laboratoire pour l'Europe?

dfi analyse Depuis un an, l'Union européenne compte 27 membres, des pays dont la taille et le poids économique sont totalement différents, avec des langues et des traditions distinctes, des vécus historiques conflictuels et des attentes divergentes par rapport au processus d'intégration européenne. Ces 27 pays doivent relever ensemble les défis qui se présentent à l'Europe dans une époque de mondialisation accélérée. Sans une attitude globalement positive des citoyens par rapport au projet européen, sans une certaine propension à voir et à vivre les avantages d'une Europe unie au-delà de la dimension administrative, cette tâche historique ne pourra pas être accomplie.

de pratique européenne, justement à des endroits où les frontières portent encore en elles la mémoire de conflits meurtriers. Cette conviction est à la base d'une hypothèse

de travail fondamentale qui se retrouve dans de nombreux textes et discours politiques ainsi que dans quelques décisions programmatiques des institutions européennes. L'hypothèse est la suivante: c'est ici, le long des anciennes frontières qui divisaient les Etats que l'Union européenne se fera, c'est ici que



Rhino – une mascotte pour la région du Rhin Supérieur.

L'on pourra voir si l'intégration européenne devient une réalité vécue et ressentie au quotidien. L'espace rhénan, le nom qui est donné à la région du Rhin Supérieur, est une de ces régions frontalières européennes. Les considérations suivantes essaient de vérifier la validité de cette hypothèse et de répondre à la question sur les conditions nécessaires pour franchir une nouvelle étape vers l'avenir.

La région du Rhin Supérieur, qui s'étend de la ville de Bâle et des cantons qui l'entourent jusqu'au sud de la Rhénanie-Palatinat, en passant par les deux départements alsaciens, la Région Alsace et le pays de Bade, est une des rares régions frontalières européennes où trois Etats (dont un n'est pas membre de l'Union européenne) se sont associés depuis des décennies pour organiser politiquement et structurer administrativement la coopération, au-delà de la pratique transfrontalière des entreprises et des citoyens. Les innombrables projets, qui visent tous à une plus grande perméabilité des frontières et une promotion de la

Lire la suite à la page 2

Un laboratoire européen

Les régions frontalières ont une responsabilité clé pour le développement de l'Europe des citoyens. Pour la plupart des citoyens européens, la proximité d'une frontière interne de l'Union est une réalité vécue au quotidien. Le motif le plus fréquent pour le passage d'une frontière interne est le travail, mais la formation, la consommation, les loisirs ou l'offre culturelle sont aussi souvent la raison d'une activité transfrontalière. En tant qu'exemples de l'Europe vécue comme une réalité quotidienne, sous une forme hautement symbolique mais également très pratique, les régions frontalières sont un test permanent. S'il est possible de faire sentir aux citoyens l'utilité de l'action commune européenne, les régions situées le long des frontières étatiques peuvent en effet s'avérer de véritables laboratoires

Suite de la page 1

coopération, ont pu profiter depuis de longues années de subventions en provenance de l'Union européenne. Il s'agit du programme INTERREG qui a permis, pendant des décennies, d'investir des centaines de millions d'euros dans la région. De leur côté, les collectivités concernées se sont engagées financièrement dans le cadre de ce programme INTERREG, qui prévoit un cofinancement, et ont ainsi fait preuve de leur volonté d'agir en faveur de cette coopération. Même si certains projets échappent difficilement au reproche qui leur est fait de n'exister que pour justifier les financements disponibles, la très grande majorité des initiatives ont contribué à la création d'une réalité européenne vécue comme normalité. Ce processus est loin d'être terminé, une nouvelle étape doit suivre. Jusqu'en 2013, la région pourra à nouveau profiter de dizaines de millions d'euros en provenance des fonds INTERREG de l'Union européenne.

Le 11 janvier, se tiendra à Strasbourg pour la 11^{ème} fois le « congrès tripartite », qui réunit des représentants politiques et sociaux de Suisse, de France et d'Allemagne, pour entamer une nouvelle étape qualitative dans la coopération. L'objectif déclaré, et dont la presse parle depuis quelques mois, est la création d'une région métropolitaine européenne qui associe des projets du monde politique et économique, du milieu de la recherche et de la société. Cet objectif mérite le soutien de tous ceux qui s'engagent pour un développement dynamique de la région.

La situation actuelle

Quelle est la situation aujourd'hui ? Depuis les années 70, de nombreuses structures, institutions, groupes de travail et initiatives publiques ont été créés suite à la décision de principe prise par les trois Etats de favoriser et d'organiser la coopération transfrontalière. Ce processus a permis, par étapes successives, la création d'un nombre toujours plus important de structures administratives dont il est parfois difficile de délimiter les compétences et responsabilités. Pour les citoyens de cet espace, il est pratiquement impossible de distinguer les fonctions de la conférence du Rhin supérieur de celles du Conseil rhénan, des Eurodistricts, des réseaux intercommunaux ou des partenariats ponctuels. Ce constat a été à l'origine d'un projet lancé par le dfi, en coopération avec la Fondation Entente Franco-Allemande, consistant à recenser l'ensemble des institutions et organisations existantes (publié dans dfi compact 4). Sans vouloir partager les critiques parfois sommaires à l'égard du foison-

nement des structures administratives, il est néanmoins indéniable que le nombre des structures institutionnelles est très grand par rapport aux projets réalisés qui ont acquis une certaine visibilité. Apparemment, compte tenu des structures étatiques et administratives fort différentes, il est très difficile de parvenir à une volonté politique partagée, traduite par des actions communes de la part des autorités publiques. Indépendamment de cette réalité administrative, il existe dans le domaine de l'économie, de la recherche et dans la société des formes de coopération qui suivent d'autres logiques et qui savent mieux s'adapter aux asymétries étatiques. Si on voulait être un tant soit peu provocateur, on pourrait dire que la coopération entre les acteurs de l'économie et de la recherche pourrait très bien se passer des structures publiques de coopération.

Dans les domaines mentionnés, les intérêts sont clairement définis et le cadre juridique de l'Union européenne permet déjà à ceux qui le souhaitent de prendre des initiatives de coopération. La question qui se pose donc est de savoir si les acteurs présents dans les régions frontalières ont développé davantage de formes de coopération transfrontalière, avec davantage de résultats, que d'autres régions. Pour répondre à cette question, aucun critère objectif n'existe à ce jour. Quelques indicateurs semblent pourtant montrer qu'il y a des secteurs où les efforts et les subventions considérables n'ont pas permis d'atteindre un niveau de coopération nettement supérieur à celui atteint par d'autres régions de ces pays. Ceci est le cas, par exemple, dans le domaine de la coopération universitaire où l'objectif d'une mobilité accrue des étudiants et enseignants n'a pas pu être atteint. Par contre, au niveau de la société, des indices montrent qu'une importante dynamique s'est mise en place, que ce soit dans le domaine culturel ou par rapport aux activités de consommation, de tourisme ou aux activités sportives. Par contre, les quelques analyses dont on dispose aujourd'hui montrent qu'une communication transversale entre ces différents mondes parallèles que sont l'administration, l'économie, la recherche et la société fait défaut. C'est ici que des initiatives d'avenir sont possibles et prometteuses.

Les attentes des citoyens

Le futur et les perspectives de réussite de la région trinationale dépendent également d'un autre point essentiel : il faudra prendre au sérieux les attentes des citoyens et leur donner une voix dans les prises de décision si l'on souhaite que le projet d'avenir jouisse du sou-

tien nécessaire. Pour en savoir plus sur les attentes véritables des citoyens vivant dans cet espace rhénan, nous avons, dans le cadre de notre projet de coopération avec la Fondation Entente Franco-Allemande, chargé la TNS-Sofres de réaliser un sondage représentatif auprès de cette population (sondage réalisé en décembre 2005, résultats publiés dans le dfi compact 5). Il ne s'agissait pas de connaître la perception du pays voisin, car des questions du genre « Quel est votre rapport au pays voisin ? » produisent rarement des résultats valables. Par contre, ce sondage mettait l'accent sur les priorités et les soucis de cette population et, dans un deuxième temps seulement, on a abordé les structures de coopération transfrontalière existantes. Comme on pouvait s'y attendre, les citoyens connaissent à peine les institutions de coopération et leurs fonctions. Par contre, la question concernant les attentes des citoyens par rapport à la coopération dans la région a donné lieu à des réponses qui peuvent surprendre par leur clarté et qui ont des allures de plébiscite : 54% des personnes interrogées demandent une intensification de la coopération, plus des deux tiers souhaitent un haut niveau de coopération et 2% seulement pensent qu'il faudrait réduire le niveau. Le résultat est surprenant car il renvoie au déficit de communication mentionné ci-dessus. Entre les attentes de la majorité des citoyens et les objectifs déclarés des acteurs institutionnels, il y a une grande convergence et, malgré cela, la réalité vécue et les projets financés par des subventions publiques ne semblent pas correspondre à la même chose, comme si un langage commun manquait.

Ce constat ne justifie pas un reproche systématique. Les problèmes décrits découlent, en partie, tout simplement du fait que la bonne volonté des institutions ne peut pas effacer les différences structurelles entre ces trois Etats, des différences qui constituent le contexte des acteurs institutionnels de la coopération. L'idée selon laquelle une Europe qui s'intègre le long des frontières internes va de pair avec une « dissolution » des caractéristiques des Etats nationaux est naïve et inutile pour la coopération. Une analyse sobre de la situation devrait permettre d'entamer de nouvelles voies et de progresser davantage à l'avenir.

Comment échapper à cette situation en partie paradoxale ? Une proposition, qui sera discutée lors du congrès tripartite, consiste à se concentrer sur des projets phare qui seront remarqués par l'opinion publique. Il peut s'agir de projets économiques et d'initiatives du monde universitaire ou de la société civile.

Lire la suite à la page 3

Suite de la page 2

Cette approche n'est pas totalement nouvelle, mais elle pourrait déclencher une dynamique importante si les acteurs institutionnels publics prennent véritablement au sérieux les initiatives des acteurs clé du monde économique, universitaire et social. Si cette approche aboutit, il n'en demeure pas moins que la liberté d'action et d'initiative de tous les acteurs doit être maintenue. On pourrait se demander pourquoi il n'y a eu, jusqu'à ce jour, que très peu de dialogue entre les acteurs économiques ou du monde de la recherche et les acteurs publics.

Quoi qu'il en soit, il s'agira de rassembler les forces, d'identifier les déficits, en évitant les reproches réciproques, et d'offrir des solutions pour l'avenir. Pour que cette idée, qui pourra probablement compter sur l'appui unanime, fasse son chemin et devienne réalité, il faudra pourtant parvenir à un saut qualitatif dans la coopération. Le projet d'une région métropolitaine européenne doit être perçu comme un projet unique, porté par tous les acteurs, et non pas comme un terrain où trois logiques nationales arrivent à des solutions péniblement négociées. La prise de conscience du fait que nous parlions de la même réalité, tout en sachant que les trois Etats nationaux gardent une influence indéniable, ne pourra s'opérer que par la possibilité d'une identification avec ce projet politique et citoyen.

■ Une même appartenance

Ce qui manque effectivement à la région trinationale de l'espace rhénan pour qu'elle puisse devenir un jour une véritable région européenne, c'est un sentiment fort d'appartenance commune, l'éveil d'une conscience chez les citoyens qu'ils devront gérer leur avenir ensemble. Des sentiments d'appartenance émotionnelle naissent par identification, grâce à de grands projets exemplaires et des représentations symboliques sympathiques.

Cette conviction nous a incités à entamer la troisième étape de notre projet de coopération avec la Fondation Entente Franco-Allemande. Nous avons invité les écoles d'arts décoratifs de l'espace rhénan à participer avec leurs étudiants à un concours d'idées pour trouver un logo commun pour l'espace du Rhin Supérieur. La tâche était de concevoir un identifiant graphique pour « La marque d'origine du Rhin Supérieur » capable d'être utilisé dans des mesures de marketing. Bien entendu, il ne s'agissait pas du tout de remplacer les nombreux logos institutionnels existants, mais d'offrir à tous les citoyens la possibilité de s'approprier ce symbole original comme une

représentation de l'espace culturel et économique commun.

Les écoles de Mulhouse, Bâle et Karlsruhe ont bien voulu participer à ce projet. 13 propositions ont été soumises au jury artistique international, composé de Fons Hickmann, Thomas Huot-Marchand et Niklaus Troxler et placé sous le haut patronage de Tomi Ungerer. Les acteurs institutionnels suisses, français et allemands de l'espace rhénan ont ensuite été invités à participer à la sélection finale des lauréats dans un deuxième jury institutionnel, auquel les meilleurs projets ont été soumis par le jury artistique.

Le premier prix de 10 000 euros a été attribué au projet « Rhino », élaboré par un groupe de 14 étudiants de l'école des arts décoratifs de Karlsruhe. Le deuxième prix de 3000 euros va à Jinsu Ahn, venu de Corée pour faire des études à l'école de Bâle. Le troisième prix (2000 euros) a été conféré à Gladys Lemoine de l'école de Mulhouse « Le Quai ».

■ Premier prix du concours d'idées « La marque d'origine du Rhin Supérieur »

Les couleurs de Rhino rappellent le grès des Vosges et de la Forêt-Noire, sa forme reproduit

le large fleuve du Rhin bordé par les deux chaînes de montagnes et, enfin, son nom rappelle ce lien commun à toute la région qu'est le Rhin. Avec un petit effort d'imagination, on peut reconnaître dans la forme du nez et de la corne une image du cours du Rhin.

Le projet lauréat Rhino est une proposition faite aux citoyens de l'espace du Rhin Supérieur, qu'ils habitent en Suisse, en Allemagne ou en France, et une invitation à s'approprier cette mascotte sympathique comme symbole de leur appartenance à la même région. L'originalité de l'ensemble des projets, et notamment du projet lauréat, montre que les jeunes artistes faisant leurs études dans la région apportent un potentiel considérable à utiliser lors de la prochaine étape de la coopération. L'identification émotionnelle à un symbole unique, facilement reconnaissable, qui n'entrave en rien l'action des structures existantes, est une approche tout à fait nouvelle proposée aux citoyens. Cet élément original pourrait apporter au projet politique de région métropolitaine européenne ce « je ne sais quoi » que d'autres régions métropolitaines n'ont pas développé à ce jour.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Concours

The image shows a screenshot of the DFI website. At the top, the DFI logo is displayed alongside the text 'Deutsch-Französisches Institut' and language options: 'Deutsch', 'Französisch', 'English'. Below this is a navigation bar with links: 'Sommaire', 'Französisch/Bildwerk', 'Catalogue de la Bibliothèque', 'Publications', 'Liens', and 'Informations générales'. The main content area features a large heading: 'Un logo pour l'espace du Rhin supérieur' with the dates '14 et 20 novembre à Strasbourg'. Below the heading, it states: 'Concours de la Fondation Entente Franco-Allemande avec les Ecoles Supérieures d'Arts de Mulhouse, Bâle et Karlsruhe'. A sub-heading reads: 'Le jury décisionnel a décerné les prix suivants le 20 novembre 2007.' The page then displays three prize categories with corresponding images: 'Premier prix: "Rhino" / Région du Rhin Supérieur' (with a red rhino logo), 'Deuxième prix: Une écriture propre pour la communication de la région' (with a logo featuring the letters 'dfi'), and 'Troisième prix: "3 points"' (with a logo featuring three dots). At the bottom, there are three student proposals labeled 'Proposition Nr. 1', 'Proposition Nr. 2', and 'Proposition Nr. 3', each with a small image of the proposed logo.

Le jury artistique international avait effectué une première sélection parmi les 13 projets présentés et a retenu deux projets de qualité nettement supérieure qui devaient être soumis au jury institutionnel, et nommé un autre pour le troisième prix. Le 20 novembre 2007, le jury institutionnel sollicité par les organisateurs du concours s'est prononcé.

Le premier prix, doté de 10 000 euros, va au projet « Rhino », élaboré par un groupe d'étudiants de l'école d'art de Karlsruhe. Le projet lauréat sera proposé aux acteurs institutionnels et privés actifs dans la région trinationale. L'objectif est de développer, en partant de cette nouvelle image de marque, une campagne de communication pour renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens à cet espace. La cérémonie solennelle de remise des prix aura lieu à Strasbourg le 17 janvier 2008.

Les photos des trois projets lauréats peuvent être consultées et téléchargées sur [le site Internet du dfi](#).

La France sous la présidence de Nicolas Sarkozy et l'évolution de l'Europe

Discours de Sylvie Goulard à Ludwigsburg

C'est, le 7 décembre 2007, devant une salle du Forum comble en ce vendredi soir que Sylvie Goulard a esquissé, tout en nuance, quelques axes de réflexion sur la politique nationale et européenne de Nicolas Sarkozy, donnant ainsi aux auditeurs, venus nombreux, divers éléments pour se forger un jugement personnel sur l'action du président français. En effet, pas moins de 400 personnes, que le président du dfi, Erwin Teufel, a qualifié « d'ambassadeurs de la paix » et auxquelles il a rendu hommage pour leur engagement en faveur de l'entente franco-allemande, ont assisté au discours de Sylvie Goulard sur le thème de « la France sous la présidence de Nicolas Sarkozy et l'évolution de l'Europe ».

Diplômée de l'ENA, cette ancienne élève d'Alfred Grosser a longtemps travaillé au ministère des Affaires étrangères, où, entre autres choses, elle participa activement à la négociation du traité dit « 2+4 » (qui rendit à l'Allemagne sa pleine souveraineté en septembre 1990), avant d'être élue à la tête du Mouvement Européen France en 2006. Aujourd'hui, Sylvie Goulard compte au nombre des intellectuels français les plus en vue.

« Le président Sarkozy est partout et sa stratégie de communication connaît un franc succès », a fait valoir Sylvie Goulard dès le début de son intervention. Pour elle, Nicolas Sarkozy est à même de faire bouger beaucoup de choses au



En fournissant une analyse à la fois détaillée et divertissante de la politique de Nicolas Sarkozy, Sylvie Goulard a conquis le public.

sein de la société française et elle juge de façon positive sa capacité à rallier autour de lui des personnalités issues d'autres camps politiques. Le fait qu'un président de la République cherche à établir un dialogue avec la société civile afin d'accroître la légitimité de ses réformes constitue également à ses yeux une véritable nouveauté. De plus, Madame Goulard a salué la perspicacité de Nicolas Sarkozy qui, en 2006, alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle, s'était déjà prononcé contre un autre référendum sur le traité constitutionnel européen. Selon elle, cette position nette et l'engagement personnel du président français lors du sommet européen de juin 2007 ont aidé la présidence allemande à redonner vie au traité constitutionnel européen – même si les dirigeants se sont alors mis d'accord sur l'idée d'un traité de réformes et ont écarté celle d'une constitution européenne.

En ce qui concerne les réformes engagées en France, Sylvie Goulard approuve l'approche adoptée et discerne chez le président français un certain « sens de la justice ». Ce qui l'inquiète, ce sont plutôt les connaissances économiques limitées du président et de ses conseillers et le fait que le gouvernement français n'ait « aucun sens de la concurrence ». Madame Goulard a également déploré « le manque de visions cohérentes » de la part de Nicolas Sarkozy. Elle ne saurait dire si le président français a une conception précise de ce à quoi devrait ressembler l'Europe d'ici 15 à 20 ans. D'une part, il affirme haut et fort que la France est de retour en Europe, mais, d'autre part, il agit de façon contradictoire en lançant, sans concertation préalable avec ses partenaires européens, l'idée d'une Union méditerranéenne ou en félicitant le président russe Vladimir Poutine pour sa victoire lors d'élections critiquées par d'autres Etats membres de l'UE.

Malgré tout, selon elle, Nicolas Sarkozy est un homme pragmatique, qui s'avère toujours en mesure de prendre les décisions qui s'imposent. Quant au projet d'Union méditerranéenne, un accord sur le régime linguistique acceptable pour l'Allemagne a pu être trouvé. De même, en 2007, le drapeau européen a été hissé pour la première fois sur le toit du Quai d'Orsay pour le 14 juillet. Et Sylvie Goulard de terminer son discours par une conclusion nuancée: nous avons besoin d'une personnalité comme Nicolas Sarkozy, mais il y a des éléments dans son action dont l'orientation n'est pas encore claire. Dans tous les cas, il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur la politique du président français.



Le public.

Séminaire pour jeunes journalistes français et allemands à Strasbourg

Dans le cadre du programme d'échanges et de formation pour jeunes journalistes français et allemands (cf. dfi aktuell 4/2007), financé par la Robert Bosch Stiftung, le dfi a organisé un séminaire le week-end du 13 au 16 décembre 2007 à Strasbourg.

L'objectif principal de ce séminaire commun était de favoriser les échanges entre les participants au programme qui avaient précédemment effectué un stage dans le pays voisin. Quelles différences avaient-ils pu observer en termes d'organisation du travail, de gestion de l'information ou de contacts avec le milieu

politique ? Quelles sont les opportunités pour intensifier la coopération à l'avenir ? Ce séminaire a également permis de lancer la création d'un réseau d'anciens participants qu'il s'agira d'élargir dans les années à venir. Au menu du programme de ces journées strasbourgeoises

figuraient des entretiens sur le traitement des sujets européens par les médias, sur l'avenir de l'Espace rhénan et, enfin, une discussion avec le chef des services d'information d'ARTE.

Frank Baasner baasner@dfi.de



Pour les participants français et allemands au programme d'échanges et de formation de jeunes journalistes, le séminaire à Strasbourg était une bonne occasion pour échanger leurs expériences.

Hélène Miard-Delacroix élue au comité directeur du dfi

L'élection d'Hélène Miard-Delacroix, professeur des universités, au comité directeur du dfi lors de son assemblée générale le 7 décembre 2007 reflète de nouveau la volonté de l'Institut de compter des personnalités



françaises de renom au sein de ses instances dirigeantes. Madame Miard-Delacroix a fait des études d'allemand, d'histoire, de lettres et de sciences politiques à l'Ecole

Normale Supérieure et à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1977 et 1985. Elle a soutenu une thèse d'Etat en 1990 et est devenue professeur des universités en 2002. Spécialiste de l'Allemagne contemporaine, Hélène Miard-Delacroix enseigne l'allemand à l'Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines de Lyon depuis 2004. Quant aux travaux de recherche de cette ancienne élève d'Alfred Grosser, ils portent essentiellement sur l'histoire de l'Allemagne et de la France au XX^e siècle ainsi que sur les relations franco-allemandes.

En même temps, le mandat au comité directeur du dfi de Christof Eichert était arrivé à son terme. L'Institut remercie Monsieur Eichert pour son soutien de longue date.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Présentation de l'ouvrage « Zeit-Geschichten aus Deutschland, Frankreich, Europa und der Welt »

« Zeit-Geschichten aus Deutschland, Frankreich, Europa und der Welt » : tel est le titre de l'ouvrage collectif dirigé par Ingo Kolboom et Andreas Ruppert, réalisé en l'honneur de l'historien et politologue Lothar Albertin – qui fut également l'un des éditeurs du « Frankreich Jahrbuch » pendant de nombreuses années. L'Europe et en particulier la France furent et sont toujours au cœur des travaux d'Albertin.

Tout aussi variées sont les contributions des nombreux auteurs allemands et étrangers de renom qui ont participé à ce recueil dont une partie importante est consacrée à des thématiques franco-allemandes. Cet ouvrage couvre un vaste éventail de sujets allant de l'engagement politique pro-européen de l'essayiste anglo-germanique Edgar Stern-Rubarth à l'époque de la République de Weimar (Hans Manfred Bock) au rôle actuel de l'Allemagne et de la France dans le processus d'intégration européenne (Werner Link).

Parmi les autres thèmes abordés, on trouve les relations politiques entre la France et l'Allemagne dans le domaine précis de l'éducation à partir de l'exemple du livre d'histoire franco-allemand (Ute Kocka), le processus de décentralisation en France (Vincent Hoffmann-Martinet), l'Etat français et sa conception de la politique économique (Henrik Uterwedde), le référendum français sur le traité constitu-

tionnel européen en 2005 (Adolf Kimmel) et l'image de l'Allemagne véhiculée par l'écrivain et essayiste franco-allemand Georges-Arthur Goldschmidt (Wolfgang Asholt).

Sebastian Nix nix@dfi.de



Kolboom, Ingo/Ruppert, Andreas (éd.) : Zeit-Geschichten aus Deutschland, Frankreich, Europa und der Welt : Lothar Albertin zu Ehren. – Lage : Jacobs Verlag, 2007. – 333 p., 19,90 euros. Cote à la Frankreich-Bibliothek : WA 030.ZEIT

dfi service

Le catalogue de liens du dfi : une mine d'informations

Parmi les services en ligne qu'offre le site Internet du dfi figure **un catalogue de liens très riche sur la France et les relations franco-allemandes, les principaux axes de travail de l'Institut.**

Destiné à toutes les personnes qui s'intéressent à la France et aux relations franco-allemandes, ce catalogue renvoie à plusieurs centaines de sites Internet classés en différentes catégories thématiques. Les sites répertoriés contiennent de nombreuses ressources aussi

bien sur l'histoire et le système politique de la France que sur la coopération franco-allemande. Pour certains sites, leur contenu est brièvement explicité en français et en allemand.

L'une des particularités de ce catalogue de liens est sa rubrique consacrée au thème « intégration et égalité des chances en France et en Allemagne » qui regroupe toute une série de sites traitant de ces questions.

Sebastian Nix [✉nix@dfi.de](mailto:nix@dfi.de)

Nouvelle publication: « dfi compact » n° 6

« La gestion de la politique de l'intégration et de l'égalité des chances au niveau des communes – actes des consultations franco-allemandes de Stuttgart »

Les actes des consultations franco-allemandes de Stuttgart viennent d'être publiés dans un ouvrage bilingue qui retrace les nombreux échanges entre experts, maires et représentants communaux français et allemands auxquels ces deux journées placées sous le thème de la gestion de la politique d'intégration et d'égalité des chances au niveau des communes ont donné lieu. Alors que de part et d'autre du Rhin les communes sont amenées à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans ce domaine, cet ouvrage présente et analyse différentes stratégies développées par des acteurs locaux pour faire face aux nombreux défis en matière d'intégration et d'égalité des chances, notamment en ce qui concerne l'intégration sociale et linguistique ou le passage de la formation scolaire et professionnelle à la vie active.

Wolfgang Neumann [✉neumann@dfi.de](mailto:neumann@dfi.de)

La gestion de la politique de l'intégration et de

l'égalité des chances au niveau des communes ; actes des consultations franco-allemandes de Stuttgart. – Ludwigsburg : dfi, 2007. – 160,4, 157 p. (dfi compact ; 6), 8 euros.



L'Institut Franco-Allemand
à Ludwigsburg vous
présente ses meilleurs vœux
pour l'année 2008.

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50
[✉www.dfi.de](http://www.dfi.de)
[✉info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)
Rédaction: Sebastian Nix
Directeur de la publication:
Prof. Dr. Frank Baasner

Annnonce de la parution prochaine du « Frankreich Jahrbuch 2007 »

En octobre 2008, la V^e République fêtera ses 50 ans. Déjà en 2007, le dfi a saisi l'occasion de cet anniversaire pour consacrer son colloque annuel (cf. dfi aktuell 3/3007) et l'édition 2007 du « Frankreich Jahrbuch » à l'évolution du système politique français.

Contre toute attente, la V^e République, qui a toujours fait l'objet de nombreuses critiques et dont la fin était souvent annoncée, s'est avérée stable et flexible à la fois. En plus du contexte institutionnel, des évolutions et des projets de réforme, les contributions à cet ouvrage traitent également d'autres aspects de la société et de la vie politique : le rôle des partis et des parlementaires, les rapports entre le champ politique et la société civile, la partici-

Agenda

15 janvier – 15 février

Présentation de l'exposition « Ennemis héréditaires – amis héréditaires : les relations franco-allemandes entre 1870 et 1945 à travers la littérature contemporaine » dans les locaux du Conseil économique et social ; Paris

17 janvier

Cérémonie de remise des prix pour les lauréats du concours « Un logo commun pour l'Espace rhénan » ; Strasbourg

18 janvier

Colloque franco-allemand du Conseil économique et social sur le thème « Les services aux publics : besoins nouveaux et changements d'organisation », en partenariat avec le dfi ; Paris

1^{er} février

Journée d'étude organisée par le CIRAC, le CIERA, le dfi et l'IHA consacrée au thème « Dynamiques institutionnelles nouvelles : réseaux territoriaux et soutien aux PME dans le système d'innovation allemand » à l'Institut Historique Allemand ; Paris. Plus d'informations [✉ici](http://ici).

Hannelore Braun [✉braun@dfi.de](mailto:braun@dfi.de)

pation politique des citoyens ainsi que les bases et les conditions de réussite de la politique de réformes. Dans une autre partie du « Frankreich Jahrbuch 2007 », il est question des dernières publications de quelques femmes de lettres françaises et du succès commercial du roman « Les Bienveillantes » de Jonathan Littell. Enfin, la dernière partie du recueil contient une documentation riche et d'actualité (chronique de l'année, bibliographie, données de base sur la société).

Henrik Uterwedde [✉uterwedde@dfi.de](mailto:uterwedde@dfi.de)

Deutsch-Französisches Institut (éd.) : *Frankreich Jahrbuch 2007 : 50 Jahre V. Republik. – Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008. – ca. 330 p. A paraître en janvier 2008.*